

**Achte Sitzung – Huitième séance****Donnerstag, 13. Juni 1985, Vormittag****Jeudi 13 juin 1985, matin****8.00 h****Vorsitz – Présidence: Herr Kündig**

84.055

**Abschaffung der Vivisektion. Volksinitiative  
Suppression de la vivisection.  
Initiative populaire**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 30. Mai 1984 (BBI II, 885)

Message et projet d'arrêté du 30 mai 1984 (FF II, 913)

Beschluss des Nationalrates vom 13. März 1985

Décision du Conseil national du 13 mars 1985

**M. Schaffter**, rapporteur: L'initiative lancée par *Helvetia Nostra* pour obtenir la suppression totale de la vivisection ou, pour dire mieux, la suppression totale des expérimentations sur les animaux, qui a été signée par environ 150 000 citoyennes et citoyens, doit-elle être acceptée ou doit-elle être opposée à un contre-projet, ou tout simplement rejetée? Ce sont là les questions qui nous sont posées aujourd'hui et auxquelles nous devons donner la meilleure réponse.

Pour sa part, le Conseil fédéral s'est déjà prononcé dans son message du 30 mai 1984. Il a trouvé démesurées les exigences des initiants et rejette l'initiative, invitant les conseils et le peuple à faire de même.

Le 13 mars de cette année, après un long débat au cours duquel la plupart des orateurs se sont rangés dans le camp des opposants, le Conseil national a suivi le Conseil fédéral et rejeté l'initiative sans lui opposer de contre-projet, et cela par 134 voix contre 14.

En vue de la délibération d'aujourd'hui, votre commission a examiné le message du Conseil fédéral dans la séance qu'elle a tenue le 4 avril dernier à Berne. Devant l'étroitesse des délais qui lui étaient imposés, la commission a renoncé à convoquer, pour les entendre, les représentants de tous les milieux concernés, partisans de l'initiative ou opposés à celle-ci. Elle a de même renoncé aux visites d'établissements scientifiques ou pharmaceutiques où se pratiquent des expériences sur des animaux. Il est vrai que les rapports de la commission du Conseil national pouvaient nous dispenser de refaire le travail que cette dernière avait déjà fait elle-même. De plus, vous savez aussi bien que moi de quelle avalanche de textes, de brochures, d'appels et d'objurgations de toutes sortes chacun d'entre nous a fait l'objet! A travers cette montagne d'informations, il était loisible à chacun de se faire une opinion.

Aussi est-ce en parfaite connaissance de cause que votre commission a délibéré et qu'elle s'est prononcée par 9 voix contre 1 en faveur de la proposition du Conseil fédéral, à savoir le rejet pur et simple de l'initiative. La voix contraire est celle de Mme Bühler, favorable à un contre-projet et qui s'en expliquera devant vous tout à l'heure.

Cela posé, il faut bien entrer dans le vif du sujet pour dire, sans reprendre toutes les argumentations proposées à la tribune du Conseil national, que ce qui ôte tout crédit aux auteurs de l'initiative, c'est le caractère totalitaire de leur entreprise, son aspect manichéen et, finalement, le risque qu'elle comporte de sombrer dans l'absurde, car ses effets deviendront, à plus ou moins brève échéance, pires que le mal qu'elle entend supprimer.

Je m'explique, totalitaire, l'initiative l'est en ce sens qu'elle ôte toute liberté d'action à ceux qui ne sont pas convaincus par les arguments de ses auteurs. Si elle devenait loi, du jour au lendemain la recherche fondamentale serait bloquée et les savants mis immédiatement sous le coup du code pénal. C'est une contrainte analogue que le peuple et les cantons ont rejetée massivement dimanche dernier lorsqu'ils se sont prononcés contre l'initiative dite «pour le droit à la vie». Dans ces domaines, où sont impliqués tout à la fois des principes éthiques, religieux, politiques, on doit finalement laisser maîtresse la conscience personnelle; il ne peut y avoir, en l'occurrence, d'exclusive originelle. Une morale, comme celle de *Helvetia Nostra*, ou du don Quichotte Franz Weber, ne peut s'emparer de notre constitution fédérale pour prétendre s'imposer à tous. Voilà pour le caractère totalitaire.

Quant au manichéisme, il faut bien l'évoquer, autant il est évident qu'il se manifestera dans la campagne à venir. Il y aura d'une part les âmes pures, qui ont décidé de faire cesser le scandale de la vivisection, et d'autre part les affreux, qui veulent continuer à torturer les animaux pour que règne l'homme et que perdure le profit financier des internationales de la pharmacie. Le contraste est dur, certes, car il faut admettre que des savants et des médecins sincères souhaitent qu'un jour soient abolies les expérimentations sur les bêtes vivantes, mais la loi fédérale sur la protection des animaux, la plus sévère du monde, oblige déjà les chercheurs à des précautions très strictes qui, si elles demandent peut-être parfois à être sévèrement contrôlées, n'en imposent pas moins des règles qui font que la recherche fondamentale tend de plus en plus à réduire au minimum l'utilisation des animaux et les souffrances auxquelles ils sont parfois soumis. Quand on sait que les expérimentations servent à la guérison d'autres animaux et du genre humain, les condamnations abruptes se révèlent sans portée. Il faut le dire d'autant plus haut que la campagne qui précédera le vote verra la diffusion – cela a déjà commencé – de documents photographiques insoutenables destinés à matraquer l'opinion mais dont aucun n'a été réalisé en Suisse à notre connaissance.

L'important, c'est le caractère absurde de l'initiative. En effet, en supprimant l'expérience sur les animaux, pour supprimer du même coup la souffrance et la mort de ces derniers, elle empêchera qu'à l'avenir les maladies qui conduisent à la souffrance et à la mort des animaux et des hommes soient toujours mieux maîtrisées. L'avenir de la médecine est en jeu, mais aussi celui de l'homme. Grâce à l'expérimentation sur les animaux, la médecine a fait depuis cent ans des progrès fabuleux. Alors qu'il y a un siècle près de 350 enfants sur 1000 mouraient dans la première année de leur existence, ce nombre est aujourd'hui tombé à 18. Au cours de la même période, l'espérance de vie moyenne a passé de 47 à 76 ans. Cela signifie d'une manière très précise que si M. Weber avait vécu il y a cent ans, et qu'il eût imposé son idéologie aux pouvoirs d'alors, seul peut-être notre collègue Carlo Schmid serait présent dans cette enceinte pour demander sans doute l'introduction de la vivisection. Ce qu'il fallait démontrer.

Cela dit, je vous ferai grâce de toutes les statistiques incluses dans le message du Conseil fédéral ou dans les nombreux rapports qui vous sont parvenus. Il s'agit ici d'une question de principe que votre commission vous demande de régler à ce niveau. L'expérimentation sur les animaux doit rester possible. L'application de la loi sur la protection des animaux doit être strictement surveillée et l'initiative doit être rejetée.

C'est la conclusion du message du Conseil fédéral et le contenu de l'arrêté que votre commission vous prie d'approuver. Au surplus, et ce sera ma conclusion personnelle, je reste prêt à sacrifier quelques douzaines de souris blanches pour empêcher qu'un nouveau Mozart ou un nouveau Racine ne meure prématurément de la poliomyélite; et je dis cela gravement, conscient de rétablir, si besoin est, la juste hiérarchie de la création.

Frau **Bührer**: Vorweg möchte ich feststellen, dass ich diese Initiative ablehne. Ich kann dem radikalen Verbot von Tierversuchen nicht zustimmen, und selbst wenn ich es könnte, müsste ich die Initiative aus Gründen der Praktikabilität ablehnen. Man kann nicht Leute an ihren Arbeitsplätzen von einem Tag auf den anderen kriminalisieren.

Die Frage, ob wir je völlig ohne Tierversuche werden auskommen können, ist heute nicht schlüssig zu beantworten. Es ist auch müssig zu diskutieren, welchen Nutzen uns die Tierversuche in der Vergangenheit gebracht haben. Mit den nützlichen Ergebnissen kann keinesfalls die Notwendigkeit von Tierversuchen in alle Zukunft belegt werden. Es bestand keine Notwendigkeit, tierversuchsfreie Methoden zu entwickeln, also standen sie auch nicht zur Verfügung. Eines steht fest: Die Ergebnisse der medizinischen und der chemisch-pharmazeutischen Forschung sind mit viel Qual und Leid für Millionen und Abermillionen von Tieren erkaufte worden. Wir müssen uns ernsthaft fragen, ob sich diese Opfer gelohnt haben, ob wir richtige Ziele verfolgt haben und ob und wie wir in Zukunft ohne schmerzhaft und grausame Tierversuche auskommen könnten. Gegenwärtig ist die Zahl der Versuchstiere stark rückläufig, mit gegen 2 Millionen Tieren aber immer noch sehr hoch. Nehmen wir einmal an, die Thesen der Tierversuchsgegner stimmen, dass immer noch eine grosse Zahl von überflüssigen, irrelevanten, von der Schwere der Qual her nicht zu verantwortenden und vom Zweck nicht zu rechtfertigenden Tierversuchen gemacht werden, kurz, dass die Tierversuche nicht auf das unerlässliche Mass, wie im Gesetz vorgeschrieben, beschränkt bleiben.

Wie wäre Abhilfe zu schaffen? Da wir zur Initiative nicht ja sagen können, bleibt nur die Hoffnung auf Selbstbeschränkung in der medizinischen und pharmazeutischen Forschung und auf eine rigorose Handhabung des Tierschutzgesetzes. Die Selbstbeschränkung hat tatsächlich schon einige Erfolge gebracht. Die Pharmaindustrie hat die Tierversuche – meist aus ökonomischen Gründen – namhaft eingeschränkt. Weniger günstig liegen die Dinge mit Bezug auf die Forschung an den schweizerischen Universitäten. 1983 wurden an den schweizerischen Universitäten 15753 Tiere Versuchen unterworfen. Darunter nebst den Ratten und Mäusen 1266 andere Nager, 192 Kaninchen, 56 Katzen, 171 Hunde, 5 Primaten, 269 andere Säugetiere und 1167 andere Wirbeltiere.

Ob bei all diesen Tierversuchsprogrammen der wissenschaftliche Wert nach einer kritischen Prüfung bejaht werden könnte, darf bezweifelt werden. Ich empfehle Ihnen die Lektüre des mit «Höchste Skepsis» überschriebenen Artikels aus «Bilanz» Nr. 11 vom November 1984. Mich packte das nackte Grausen ob der dort beschriebenen Experimente. Es wurde mir auch klar, dass mit diesen Forschungsprogrammen ganz schön Gelder lockergemacht werden können, insbesondere beim Nationalfonds.

Als Beispiel sei die angeblich geklonte Maus des Herrn Prof. Illmensee von der Universität Genf erwähnt. Mit ihr ergatterte der ins Zwielicht geratene Forscher allein in den Jahren 1981 und 1982 immerhin 1,3 Millionen Franken vom Nationalfonds. Ich will vorsichtig sein und keinesfalls pauschalisieren, verdächtigen und verurteilen. Aber soviel muss gesagt werden: Die Mechanismen, die im Umfeld von lukrativen Forschungsprojekten ablaufen, lassen keine Selbstbeschränkung und Zurückhaltung zugunsten der Tiere erhoffen.

Es bleibt die Hoffnung auf eine strikte Anwendung des Tierschutzgesetzes. Wir haben uns in der Kommission von Bundespräsident Furgler überzeugen lassen, dass der Wille, das Gesetz streng zu handhaben, vorhanden ist. Ich bin dankbar dafür. Es ist auch richtig, dass das junge Tierschutzgesetz noch nicht voll zum Tragen kommt, und es ist verständlich, wenn Bundespräsident Furgler deshalb um Geduld bittet.

Aus zwei Gründen vermag mich die Aussicht auf eine strikte Anwendung des Tierschutzgesetzes nicht zu beruhigen: Erstens liegt der Vollzug bei den Kantonen. Es ist nicht leicht, den Kantonen Dampf aufzusetzen. Dazu kommt, dass

die begutachtenden Beamten nicht im luftleeren Raum leben, und da oft handfeste ökonomische Interessen von einflussreichen Firmen tangiert werden, ist zu befürchten, dass der Ermessensspielraum – ich rede nur von dem – nicht zugunsten der Tiere ausgenutzt wird. Ich verweise auf die Postulate Eppenberger und Wick, die den Vollzug stärken wollen.

Der zweite Grund, warum das Warten auf die volle Wirksamkeit des Tierschutzgesetzes nicht genügt, liegt im Gesetz selber. Vollzogen werden kann nur, was im Gesetz steht. Selbst die strengste Verordnung kann sich nur im Rahmen des Gesetzes bewegen. Dieses Gesetz hat offensichtliche Schwächen. In Artikel 14 werden die Zwecke aufgelistet, für die Tierversuche gestattet sind. Hier ist praktisch alles unterzubringen. Bei der Forschung ist auch «l'art pour l'art» möglich, wie das im «Bilanz»-Artikel, den ich Ihnen zitiert habe, belegt wird. Die Stoffe, die geprüft werden dürfen, sind nicht eingeschränkt. Was nützt es, wenn in Artikel 16 gesagt wird, dass Schmerzen, Leiden und Schäden einem Tier nur zugemutet werden dürfen, soweit dies für den verfolgten Zweck unvermeidlich sei. Was nützt das, wenn alle möglichen Zwecke die blutigen Mittel heiligen können? Die Lücken und Schwächen des Tierschutzgesetzes sind augenfällig, auch wenn es im grossen und ganzen ein gutes und strenges Gesetz ist. Früher oder später müssen wir revidieren. Warum nicht sofort? Wir stehen unter dem Druck dieser Initiative, die trotz eines vermutlich sehr hohen Budgets für die Gegenpropaganda eine Chance hat, durchzukommen.

Frau Eppenberger hat in ihrem Postulat vom März 1985 auf einen schwachen Punkt im Tierschutzgesetz gezielt. Sie möchte Artikel 18, der sich mit dem Vollzug in den Kantonen befasst, erweitern und griffiger machen. Ich bin glücklich, dass der Bundesrat dieses Postulat entgegennehmen will. Es würde mich interessieren, bis wann mit der Realisierung des Anliegens gerechnet werden kann.

Auch Herr Wick verlangt Verbesserungen im Vollzug. Es geht hier um eine Revision der Tierschutzverordnung. Die Aussicht auf eine rasche Verwirklichung dieser Postulate wäre selbstverständlich ein gutes Argument im Abstimmungskampf. Die Revision sollte aber den Anliegen der Tierschützer noch weitergehend Rechnung tragen, zum Beispiel durch eine engere Fassung von Artikel 14. Mein Antrag verlangt deshalb einen indirekten Gegenvorschlag zur Initiative.

Natürlich möchte man wünschen, dass sich die Menschen ändern und Gesetzeskrücken überflüssig werden. Ohne Zwang ist aber offenbar eine enge Zusammenarbeit unter den Forschungsanstalten und der Austausch von Daten nicht zu erreichen. Noch heute werden in unzähligen Labors Versuche mit längst bekannten Resultaten unnötig repetiert. Die unselige und weitverbreitete Fixierung auf Tierversuchsmethoden muss durchbrochen werden. Ohne Druck gelingt es nicht, tierversuchsfreie Methoden vorwärtszutreiben. Der Schmerz der Tiere ist nicht wägbare, und er kostet nichts. Ich komme zum Schluss. Sollen und wollen wir mit den Unvollkommenheiten des Tierschutzgesetzes leben? Wie lange können wir uns das leisten?

Durch die Entgegennahme der Postulate Eppenberger und Wick signalisiert der Bundesrat seine Bereitschaft zu handeln. Eine weitergehende Revision, die eine drastische Einschränkung der Tierversuche zum Ziele hätte, drängt sich auf. Bereits ist eine neue Initiative angekündigt. Die Stimmen werden immer lauter werden, die fragen: Ist es zu verantworten, Tiere leiden zu lassen für die – überspitzt gesagt – tausendste Zahnpasta? Oder die tausendste Duftnote? Oder für die absurdeste Hoffnung auf ewige Jugend und Schönheit? Oder für die Hoffnung, auf einfachste Weise die Folgen unserer Unvernunft in der Lebensweise und unseren Raubbau an der Natur heilen zu können? Verkürzen wir die Leiden der Versuchstiere, indem wir sofort das Nötige vorkehren!

Wenn wir diese Initiative nicht wollen, müssen wir mehr tun, als im Keller laut zu singen! Wir müssen ein Licht anzünden. Ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

**Schoch:** Es ist unverkennbar, dass Tierversuche ein Thema sind, das die Öffentlichkeit intensiv zu beschäftigen vermag. Das geht nicht nur daraus hervor, dass die in der Stiftung Helvetia Nostra zusammengeschlossenen, um Franz Weber gruppierten Initianten offenbar ohne grössere Probleme über 150 000 Unterschriften für die zu beratende Initiative zusammenbrachten, sondern das manifestiert sich auch in den zahllosen und teilweise ausserordentlich engagierten Zuschriften, die den Mitgliedern der Kommission – und wahrscheinlich auch den übrigen Ratsmitgliedern – im Vorfeld unserer heutigen Debatte zugegangen sind.

Auch wenn – oder gerade weil – ein grosser Teil dieser Zuschriften ganz unverkennbar von reinen Emotionen geprägt sind, wollen und müssen wir uns in diesem Rat ganz sachlich und nüchtern mit der Initiative auseinandersetzen. Diese sachliche und emotionslose Prüfung der Initiative kann zwingend und abschliessend zu keinem anderen Ergebnis als zu deren Ablehnung führen, und das im wesentlichen aus vier sachlich zu fassenden Gründen:

Vorerst und im Sinne eines ersten Argumentes gegen die Initiative muss leider festgestellt werden, dass es einmal mehr einem Initiativkomitee nicht gelungen ist, einen Initiativtext auszuarbeiten, der klar und ohne weitere Interpretationen verständlich wäre. Der Text der in ausgearbeiteter Form eingereichten Initiative wirft vielmehr eine ganze Reihe von Fragen und Problemen auf. Ich darf davon ausgehen, dass Sie den Initiativtext gelesen oder dass Sie die bundesrätliche Botschaft vor sich haben und brauche deshalb den Wortlaut der Initiative nicht zu verlesen. Ich stelle aber fest, dass die beiden zentralen Begriffe der Initiative unklar sind. Unklar ist nämlich vorerst, was die Initianten unter dem Begriff «Vivisektion» präzise verstanden haben wollen. Gilt der Begriff «Vivisektion», wie er im Initiativtext figuriert, nur für Eingriffe an lebenden nichtanästhesierten Tieren oder würden unter das Verbot der «Vivisektion» auch anästhesierte Tiere fallen? Die Frage muss offen bleiben. Was sind – weitere Unklarheit – grausame Tierversuche? Wann beginnt die Grausamkeit? Was müsste als noch nicht grausam deklariert werden?

Zusammenfassend: Allein schon der Wortlaut der Initiative gibt uns zu grossen Bedenken Anlass.

Noch gravierender sind aber die Einwände, die gegen die Initiative in materieller Hinsicht vorgebracht werden müssen. Hier steht die Tatsache im Vordergrund, dass wir für die medizinische und biologische Forschung auf Tierversuche ganz einfach zwingend angewiesen sind. Ohne Tierversuche hätten wir – um nur zwei Beispiele zu nennen – kein Penicillin; ohne Tierversuche wäre es uns nie möglich gewesen, Krankheiten wie beispielsweise die Kinderlähmung zu besiegen. Ohne Tierversuche stünde die Medizin heute noch dort, wo sie bereits vor 100 Jahren stand. Wir können und wir dürfen es uns nicht leisten, auf jegliche Weiterentwicklung der Medizin, auf die Ausschöpfung der Möglichkeiten zu verzichten, welche uns die medizinische Forschung bieten kann, und zwar um so weniger, als wir noch längst nicht alle Krankheiten im Griff haben. Denken Sie nur an den Krebs, oder denken Sie an die in den letzten Jahren immer stärker in den Vordergrund getretenen Herz- und Kreislauferkrankungen.

Dann ein drittes Argument gegen die Initiative: Ähnliches wie für die medizinische und die biologische Forschung gilt auch für die Ausbildung unserer Ärzte. In diesem Bereich kommen wir nicht um den Anschauungsunterricht am Tier herum. Wenn wir das Ausbildungsniveau unserer Mediziner nicht beeinträchtigen oder sogar in Frage stellen wollen, müssen wir ihnen die Möglichkeit offen lassen, in einem vernünftigen und vertretbaren Rahmen am Tier zu lernen. Schliesslich und in vierter Linie hätte ein generelles Verbot von Tierversuchen aber auch sehr einschneidende volkswirtschaftliche Konsequenzen. Nicht nur gingen, vorab in der Nordwestschweiz, auf einen Schlag Tausende oder sogar Zehntausende von Arbeitsplätzen verloren, es würde vielmehr auch die Attraktivität des Standortes Schweiz im Bereich der Forschung schwer in Mitleidenschaft gezogen. Wer nicht forschen kann, verliert zwangsläufig auch seine

Innovationsfähigkeit, und wo die Innovation fehlt, fehlt es auch an der Konkurrenzfähigkeit. Es wäre deshalb geradezu vermessen, wenn wir diese gravierenden Konsequenzen volkswirtschaftlicher Art leichtfertig einfach so in Kauf nehmen würden.

Zusammenfassend also vier Gründe, die jeder für sich allein schon Anlass genug zur Ablehnung der Initiative wären und die – zusammengekommen – erst recht zum Schluss führen müssen, dass die Initiative dem Stimmbürger zur Ablehnung zu empfehlen ist. Und doch hätte ich, ungeachtet dieses eigentlich eindeutigen Ergebnisses der Prüfung der Initiative, Hemmungen und Bedenken, es einfach beim dargelegten Ergebnis bewenden zu lassen, wenn nicht eine weitere Überlegung dazu käme und in die Erwägungen miteinzubauen wäre.

Für mich ist nämlich schlussendlich die Stellungnahme zur Initiative eine Frage der Wertordnung, und alle bisher angestellten Argumentationen müssten in den Hintergrund treten, wenn in meiner Skala der Wertordnungen Mensch und Tier auf die gleiche Stufe zu stellen wären. Gerade das ist nun aber eindeutig nicht der Fall. Ich gehe vielmehr klar davon aus, dass der Mensch in dieser Skala über dem Tier einzustufen ist; das ist ganz ohne Zweifel auch Ihre Wertordnung, denn sonst würden Sie ja wohl darauf verzichten, Fleisch zu essen. Ich konzidiere durchaus, dass in späteren Jahrhunderten diese Wertordnung vielleicht einmal Änderungen erfahren mag, aber ich trage es mit Fassung, wenn spätere Generationen die Hände über dem Kopf zusammenschlagen mögen darüber, was wir heute als unsere Wertordnung im Verhältnis von Mensch und Tier verstehen. Trotz all diesen an sich zwingenden Überlegungen stelle ich nun aber im Zusammenhang mit Tierversuchen ein weitverbreitetes und durchaus nicht ganz unbegründetes Unbehagen fest. Die ganze nationalrätliche Debatte über die Initiative lässt sich eigentlich unter dieses Stichwort Unbehagen stellen. Das gleiche Unbehagen manifestiert sich auch im Antrag, den Ihnen Frau Bühler soeben begründet hat, es sei der Initiative ein indirekter Gegenvorschlag gegenüberzustellen. Ich habe viel Verständnis für die unguten Gefühle, die weite Teile unserer Bevölkerung erfassen, wenn es um Tierversuche geht. Jedem von uns – mir und gerade auch mir – ist die Vorstellung ein Greuel, in Forschungslaboratorien würden auf grausame Art und Weise Tiere lebendigen Leibes auseinandergerissen. Wir alle haben Bilder von Hunden oder von Äffchen oder Katzen vor Augen, die tatsächlich nicht bloss mitleiderregend sind, sondern die auch Anlass zu sofortigem Handeln wären, würden diese Bilder heute und in der Schweiz praktizierten Methoden entsprechen. Aber gerade das ist nun offensichtlich nicht der Fall. Ich hatte Gelegenheit, mich in einigen Forschungslaboratorien umzusehen – nicht in allen, das konzidiere ich selbstverständlich –, aber doch in einigen Forschungslaboratorien, und ich habe dabei festgestellt, dass die heute in der Schweiz durchgeführten Tierversuche von den verantwortlichen Wissenschaftlern offenkundig mit sehr ausgeprägtem Verantwortungsbewusstsein betrieben werden. Man erhält sogar nicht nur den Eindruck von grossem Verantwortungsbewusstsein, sondern im Gegenteil hat man sogar das Gefühl, die Verantwortlichen hätten selbst zu den ihnen anvertrauten Ratten und Mäusen ein geradezu persönliches Verhältnis, und Hunde und Katzen, mit denen Versuche durchgeführt werden, haben offensichtlich sogar eine gute, feste Bindung zu ihren Betreuern.

Dass heute in der Schweiz keine brutalen, keine rücksichtslosen oder eben keine grausamen Tierversuche mehr durchgeführt werden, kommt möglicherweise nicht von ungefähr, sondern ist allenfalls – hoffentlich – auf eine gesetzliche Grundlage zurückzuführen, die wir uns vor einigen Jahren gegeben haben. Seit dem 1. Juli 1984 steht nämlich – darauf hat Frau Bühler schon hingewiesen – das neue Tierschutzgesetz und steht auch die neue Tierschutzverordnung in Kraft. Diese gesetzlichen Erlasse regeln die Tierversuche sehr eingehend und nicht nur eingehend, sondern – wenn ich das so formulieren darf – sehr human.

Wer das Tierschutzgesetz studiert, stellt mühelos und rasch

fest, dass der Schutz der Kreatur vor unberechtigten, rücksichtslosen, grausamen Eingriffen das Hauptanliegen der Gesetzesverfasser im Bereich der Tierversuche war. Diesem Hauptanliegen ist eine ganze Reihe von sehr präzisen und von zum Teil weit ins Detail gehenden Bestimmungen gewidmet. Ich kann Ihnen hier natürlich nicht das ganze Tierschutzgesetz zitieren, möchte aber immerhin in Erinnerung rufen, dass Tierversuche bewilligungspflichtig sind und dass Bewilligungen nur auf der Grundlage von Artikel 14 erteilt werden dürfen, d. h. nur dann, wenn eben das Gebot des unerlässlich notwendigen Masses berücksichtigt wird.

Wir haben also bereits eine taugliche, zeitgemässe und adäquate gesetzliche Grundlage, die es uns zum Vorneherein verbietet, grausame, brutale, rücksichtslose Tierversuche durchzuführen. Damit ist im Effekt bereits der Antrag von Frau Bühler beantwortet. Ein indirekter Gegenvorschlag gegen die Initiative könnte nämlich im wesentlichen Gehalt nichts anderes sein als das, was heute bereits im Tierschutzgesetz und in der Tierschutzverordnung steht. Der Vorstoss von Frau Bühler stösst damit offenkundig ins Leere. Wir können daher diesen Vorstoss nicht unterstützen. Die Schwächen des Tierschutzgesetzes, die Frau Bühler heute aufzuzeigen versuchte, vermag ich nicht zu erkennen, auch wenn ich durchaus konzidiere, dass die eine oder andere Bestimmung früher oder später revisionsbedürftig sein wird. Geben wir aber dem Gesetz jetzt doch zuerst einmal eine Chance. Das Gesetz steht seit noch nicht einmal vier Jahren in Kraft; es ist nur zwei Monate, bevor die Initiative eingereicht wurde, in Kraft getreten.

In diesem Sinne sind auch die Unterschriftensammlung und die Einreichung der Initiative zu früh erfolgt. Man hätte zuerst die Auswirkungen des neuen, auf eine gänzlich neue Grundlage gestellten Tierschutzgesetzes abwarten müssen und hätte dann aus der konkreten, durch das neue Gesetz bestimmten Situation die notwendigen Konsequenzen ziehen können, ja ziehen müssen – so wie das Frau Eppenberger und Herr Nationalrat Wick mit ihren Vorstössen getan haben.

Die Initiative, die im Jahre 1981 eingereicht wurde und über die wir heute beraten, ist aber offenkundig zu früh und ohne Berücksichtigung der Bestimmungen und der Vorschriften des Tierschutzgesetzes erfolgt. Es wäre daher falsch, durch diese Initiative in eine Gegenvorschlagshysterie zu geraten. Gefragt ist heute mutiges Handeln. Riskieren wir es doch, die Initiative ohne Gegenvorschlag dem Volk vorzulegen und dem Volk zur Ablehnung zu empfehlen.

**Miville:** Die Auseinandersetzung um dieses Volksbegehren wird heftig verlaufen. Das sieht man heute schon. Denn hier werden sowohl wissenschaftliche und volkswirtschaftliche wie eben auch stark bewegende emotionelle Überlegungen und Gefühle angesprochen. Dabei muss von allem Anfang an klargestellt werden, dass die Gegner der Initiative weder Tierfeinde noch Tierversuch-Fans sind. Wer diese Versuche für die Medizin, für die Forschung und für die Kontrolle von Giftstoffen als unerlässlich erachtet, hält sie für ein notwendiges Übel. Mehr nicht.

Ich bin mit der Initiative der Stiftung Helvetia Nostra nicht einverstanden. Sie scheint mir unrealistisch und nur schwer zu verantworten gegenüber der Medizin, gegenüber den kranken Menschen und gegenüber der notwendigen Forschung und den Existenzbedingungen einer Industrie, von der in meiner Region immerhin jeder dritte bis vierte Einwohner mittelbar oder unmittelbar lebt.

Laut geltendem Tierschutzgesetz von 1981 bedürfen schon heute alle Tierversuche an Wirbeltieren, die dem Versuchstier Schmerzen bereiten, es in schwere Angst versetzen oder sein Allgemeinbefinden erheblich beeinträchtigen, einer Bewilligung. Ich zweifle daran, ob diese Bestimmung überall mit der nötigen Zurückhaltung gehandhabt wird und Versuche nur zugelassen werden, wenn der Beeinträchtigung des Tieres ein überwiegender Wert gegenübersteht. Zweifel daran sind gestattet. Bedenklich stimmt jedenfalls, dass heute, vier Jahre nach Inkrafttreten des Tierschutzgesetzes,

sechs Kantone, denen doch auf dem Gebiet der Versuche der Vollzug anheimgestellt ist, noch immer keine Ausführungsbestimmungen geschaffen haben. Darum kann es mit dem Nein zur Initiative Weber nicht sein Bewenden haben. Die über 150 000 Unterschriften für dieses Volksbegehren und die weitverbreitete Unzufriedenheit mit der heutigen Situation auf dem Gebiet der Tierversuche zeigen, dass die Problematik auf eine neue Weise angegangen werden muss. Sehr viele Leute sind der Auffassung, es genüge in dieser Hinsicht auch unser neues Tierschutzgesetz von 1981 nicht. Sie erblicken in den internen Richtlinien der beteiligten Kreise keine genügende Garantie. Sie wollen – und das ist der Titel der neuen Initiative des Schweizer Tierschutzes – «Weg vom Tierversuch».

Darüber soll nun das Volk entscheiden. Ich bin davon überzeugt, dass es gelingen wird, den Stimmberechtigten klarzumachen, dass mit der neuen Initiative des Schweizer Tierschutzes das Ziel in einer weit differenzierteren Art angestrebt wird als mit der Initiative Weber. Zwar gilt in dieser neuen Initiative grundsätzlich ein Verbot der Tierversuche, aber erstens nur für solche, die dem Tier Schmerzen, Leiden oder Schäden zufügen; und das sind längst nicht alle Versuche. Zweitens kann die Gesetzgebung, über welche ja dann wiederum die Bürger zu befinden haben werden, Ausnahmen festlegen, wo es um die Erhaltung menschlichen und tierischen Lebens und um die Heilung bzw. um die Milderung erheblicher Leiden geht.

Bei der Initiative des Schweizer Tierschutzes, die vor wenigen Wochen der Öffentlichkeit vorgestellt worden ist, werden für die Gesetzgebung bestimmte Leitplanken fixiert. Es wurde an verschiedene wichtige Dinge gedacht, die Herrn Weber offensichtlich nicht beschäftigt haben, so zum Beispiel an gewisse wirbellose Tiere, aber auch an Tierbestandskontrollen, welche die Ausschaltung von bedenklichen Praktiken im Handel mit Versuchstieren – denken Sie an die Veröffentlichungen im «Schweizerischen Beobachter» – bewirken sollen, an die Verbandsbeschwerde usw. Das Volksbegehren des Schweizer Tierschutzes, das für mich eine Art Gegenvorschlag zur Initiative Helvetia Nostra darstellt, zielt auf eine Einschränkung der Tierversuche, wobei Ausnahmebewilligungen zurückhaltend erteilt werden sollen.

Die eidgenössischen Behörden sehen keinen Gegenentwurf zur Initiative Weber vor. Sie betrachten diese Initiative als undiskutabel. Der Schweizer Tierschutz hat in der Vernehmlassung auch nein gesagt. Seine eigene Initiative ist nun eine Art Gegenvorschlag, und sie ist diskussionswürdig. Die Behörden werden sich mit ihr zu befassen haben.

Das Dilemma, vor das wir heute gestellt werden, ist komplex und schwerwiegend. Die Befürworter eines Verbotes von Tierversuchen halten wenig bis nichts von ihrem wissenschaftlichen Wert und ebensowenig von der Praxis der kantonalen Aufsichtsbehörden. Sie glauben, es werde hier viel überflüssiger, routinemässiger und von wissenschaftlichem Prestige diktiert Aufwand betrieben. Sie weisen zum Beispiel auf die Versuche für die Kosmetik hin. Die Gegner des Volksbegehrens berufen sich auf die ethischen Grundsätze und Richtlinien für wissenschaftliche Tierversuche, an die sich angeblich alle halten. Sie erklären solche Versuche vorläufig als sowohl für die Forschung wie auch für die Kontrolle gefährlicher Substanzen unerlässlich. Sie erklären, dass die Versuche auch der Bekämpfung von Tierkrankheiten, die ihrerseits wieder negative Auswirkungen auf Milch und Fleisch zeitigen, dienen, dass mit Blick auf die Kosmetik eben auch eine Hautcreme auf allfällige Reizwirkungen zu testen sei. Eindruck machte mir in der Nationalratsdebatte vor allem das Votum des Basler Kinderarztes Dr. Wick, der sagte, man müsse einmal neben dem Bett eines Kindes mit Todesqualen wegen Diphtherie oder Kinderlähmung gestanden haben, um zu erassen, was Forschung und Tierversuche in dieser Hinsicht gebracht haben.

Tiefste Schicht des Dilemmas ist natürlich die heute wieder besonders aktuelle Frage, wie weit eigentlich der Mensch dazu berechtigt ist, sich Natur und Kreatur dienstbar zu machen. Diese Frage stellt sich uns, und zwar seit langem,

wenn wir Tierfleisch essen oder wenn heute gar mit einem enormen Reklameaufwand Hunde und Hauskatzen mit dem Fleisch anderer Tiere gefüttert werden.

Das Volksbegehren des Schweizer Tierschutzes, das für mich in dieser Frage eine wichtige Rolle spielt, steht unter dem Titel «Weg vom Tierversuch». Diese Tendenz entspricht im Grunde auch den Bestrebungen von Forschung und Industrie, die aus praktischen, personellen, technischen und finanziellen Gründen an einer Reduktion der Zahl der Versuchstiere durchaus interessiert sind.

Die drei grossen Basler Chemiebetriebe haben 1977 mit 2 695 300 Tieren operiert, 1983 noch mit 1 642 230. Dabei machen Katzen, Hunde, Affen und landwirtschaftliche Nutztiere weniger als 1 Prozent dieser Zahl aus. 70 Prozent der Versuche bringen keine oder nur eine geringe Belastung mit sich. Als Alternativen werden heute Untersuchungen an Gewebe- und Bakterienkulturen, Mikroorganismen und solche aufgrund von Computersimulationen entwickelt.

Wenn die Tierversuche von einem Tag auf den anderen verboten würden, müsste unsere pharmazeutische Industrie, die insbesondere in der Nordwestschweiz Tausende von gut bezahlten Arbeitsplätzen bietet, sofort ins Ausland verlegt werden, womit den Tieren keineswegs gedient wäre. Das würde zur Aufhebung – wie gesagt – einiger tausend zum Teil hochqualifizierter Arbeitsplätze und zu einer Reduktion der Wertschöpfung nicht nur in der besonders stark betroffenen Region Nordwestschweiz, sondern in der ganzen Schweiz führen. Nicht allein die Arbeitsplätze in der eigentlichen Forschung wären betroffen, auch Arbeitsplätze in allen Zulieferungs-, Unterhalts- oder Dienstleistungsbetrieben, die mit der Forschung in direkter oder indirekter Form zusammenarbeiten, müssten aufgegeben werden.

Die nationalrätliche Kommission hat sich davon überzeugen können, dass die zuständigen Kantone, wie auch die verantwortlichen Leiter an Hochschulen und in der Industrie, zusammen mit ihren Teams, den Forschungsleitern, Versuchsleitern, Laboranten und Tierpflegern die Tierversuche in einer Art und Weise durchführen, die den von mir bereits erwähnten «ethischen Grundsätzen und Richtlinien für wissenschaftliche Versuche» der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften und der Schweizerischen Naturforschenden Gesellschaft entsprechen.

Es ist daher – von mir aus gesehen – der Gewerkschaft Textil, Chemie, Papier (GTCP) beizupflichten, wenn sie feststellt, Tierversuche seien auch zur Verbesserung des Arbeitsschutzes, der Arbeitssicherheit und zum Schutz des Menschen beim Umgang mit chemischen Stoffen, weiter zur Entwicklung und Prüfung neuer Arzneimittel und Operationsverfahren unerlässlich. Wörtlich sagt diese Gewerkschaft: «Um die Zahl der Tierversuche auf das unerlässliche und ethisch verantwortbare Mass zu beschränken, fordern wir den Aufbau eines nationalen und internationalen Informationssystems zur Vermeidung unnötiger Doppel- und Mehrfachversuche, ein Verbot von Tierversuchen, die nicht einem medizinischen oder toxikologischen Zweck dienen...» Schliesslich wird noch gefordert: «...die staatliche Förderung der Forschung nach Alternativen zu Tierversuchen und eine strenge Kontrolle der Bewilligung durch die kantonalen Instanzen.»

Dies scheint mir die Richtung zu sein, welche in dieser Frage einzuschlagen ist: Nicht ein plötzliches Verbot, das nach dem heutigen Erkenntnisstand vor allem gegenüber den kranken Menschen schwer zu verantworten wäre, nicht eine Kriminalisierung wissenschaftlicher Arbeit, sondern die Grundformel der neuen Initiative des Schweizerischen Tierschutzes «Weg vom Tierversuch»: so wenige Versuche als möglich und diese so human wie möglich!

**Frau Meier Josi:** Die Kommission fand übereinstimmend, dass auf Tierversuche bis auf weiteres nicht verzichtet werden könne. Es genügt, etwa auf die internationalen Prüfverfahren im Pharmabereich zu verweisen.

Persönlich stehe ich auch dazu, dass ich Tierversuche ethisch in einem streng beschränkten Rahmen für vertretbar halte. Wer Menschenrechte hochhalten will – und das wol-

len wir wohl alle –, muss auch der übrigen Schöpfung mit Ehrfurcht begegnen. Ich habe mich aber in der Kommission dazu bekannt, dass ich dabei dem Menschen eindeutig den Vorzug gebe. Wo ich sein Leben und seine Gesundheit gegen Leben und Gesundheit eines Tieres abwäge, gebe ich dem Menschen den Vorzug. Soweit es das vitale Interesse des Menschen erfordert, akzeptiere ich die Tiernutzung im allgemeinen; in der Not eben auch Tierversuche. Deswegen lehne ich die Initiative mit ihrem totalen Verbot ab.

Die Ehrfurcht vor der gesamten Schöpfung erfordert es aber auch, dass Tiernutzung so rücksichtsvoll wie möglich geschieht. Einige Kollegen haben wohl zu Recht gesagt: So «human» wie möglich. Wenn wir auch die Initiative ablehnen, so stehen wir hinter ihrem Grundanliegen, unnötige Tierversuche seien zu unterlassen und nötige seien auf das Unabwendbare zu beschränken.

Unser Tierschutz ist und bleibt immer verbesserungsfähig und verbesserungsbedürftig. Dafür ist aber nicht unbedingt ein Gegenvorschlag auf Verfassungsebene nötig. Die Gesetzgebungskompetenz im Tierschutzbereich besteht. Die Tierschutzphilosophie ist im Tierschutzgesetz geklärt worden. Das Gesetz könnte allenfalls verschärft werden. Aber innert der Frist, die uns für einen solchen indirekten Gegenvorschlag verbleibt, wäre die Revision erfahrungsgemäss nicht mehr zu bewältigen.

Ich verschliesse mich einer gelegentlichen Revision der Artikel 14 oder 18 keineswegs, möchte aber eine solche Revision nicht überstürzen und meine auch, dass wir sie auf der anderen Seite gar nicht abzuwarten brauchen. Das Gesetz ist – wie schon erwähnt wurde – heute grundsätzlich dem Ziel der Einschränkung von Tierversuchen verpflichtet. Am schnellsten sind daher Verbesserungen des heutigen Standes im Vollzug des Gesetzes zu erreichen.

Der Bundesrat hat es in der Hand, die entsprechende Verordnung, vor allem aber die Kontrolle ihrer Durchsetzung zu verschärfen und den Veterinärämtern Richtlinien zur Bewilligungspflicht zu erteilen, welche dafür sorgen, dass nur notwendige Versuche zugelassen werden. Er hat es auch in der Hand, die entsprechenden Vorstösse aus dem Parlament während der letzten Jahre – es sind über ein halbes Dutzend – zu berücksichtigen. Das erwarten wir sogar von ihm. Er kann aber auch die Alternativforschung anregen; dabei werden wir ihn unterstützen. Schliesslich hoffen wir auch, dass sich die Regierung international für einen Abbau unsinniger Versuche einsetzt und erwarten eine entsprechende Zusicherung.

Im übrigen bin ich für Zustimmung zum Beschlussentwurf, der die Initiative zur Ablehnung empfiehlt.

**Reichmuth:** Die wichtigsten Fortschritte in der Medizin, die dem Menschen dienen, sind seit Jahrzehnten nur dank Tierversuchen zu verzeichnen. An dieser Tatsache lässt sich wohl nicht rütteln. Die Initiative würde nun praktisch alle effizienten Tierversuche verunmöglichen. Die Forschung an Universitäten und Forschungslabors würde praktisch stillgelegt. Die Folgen für die künftige medizinische Forschung in der Schweiz, aber auch für die entsprechende Industrie, sind leicht absehbar. Das Resultat wäre Abhängigkeit von ausländischen Universitäten oder Labors, wo Tierversuche natürlich nach wie vor durchgeführt werden; zweitens die Verlegung der Forschung ins Ausland, und endlich der Verlust von Arbeitsplätzen und der Verlust des weltweiten guten Rufes unserer chemischen Industrie. Herr Miville hat bereits auf diese Umstände hingewiesen.

Im neuen Tierschutzgesetz sind die Tierversuche nach meiner Meinung vernünftig geregelt. Missbräuche sind weitgehend ausgeschlossen, denn das Gesetz ist ja im Grunde genommen sehr streng. Demgegenüber betrachte ich die Initiative als radikal, unverhältnismässig und nach meiner Meinung geradezu unsinnig. Die Botschaft des Bundesrates ist sehr ausführlich und sehr überzeugend. Sonst ist eigentlich alles gesagt worden, was dazu heute noch zu sagen ist. Ich unterstütze in Übereinstimmung mit der Kommission den Antrag des Bundesrates auf Verwerfung der Initiative ohne irgendwelchen Gegenvorschlag.

**Mme Bauer:** Même si elle peut paraître excessive et ses conséquences par trop massives, l'initiative populaire sur la suppression de la vivisection a le grand mérite de nous interpeller, de nous poser une série de questions que nous ne pouvons sans autre éluder: questions économiques d'abord, certes, économiques seulement pour certains qui ne considèrent que les menaces sur l'industrie chimico-pharmaceutique prospère du nord-ouest de la Suisse. Que cette industrie pourtant ait abusé, et avec quel excès, des expérimentations animales, on n'en peut douter dès lors que, sous la pression de l'initiative, elle a réduit le nombre des expériences dans une proportion à peine croyable. Ainsi donc, le dépôt de l'initiative a été bénéfique.

Dans le domaine de la recherche médicale et biologique, il est tout aussi évident qu'on a utilisé l'animal sans le moindre scrupule, sans la moindre pitié. Il n'est que de consulter les statistiques et de considérer les supplices infligés aux animaux de laboratoire. Les unes et les autres font frémir. Comble de cynisme, certains scientifiques ne vont-ils pas d'ailleurs jusqu'à nier la sensibilité animale à la douleur? C'est toutefois dans le secteur des cosmétiques que les examens sont les plus choquants et l'on voudrait que ceux, hommes et femmes, qui en usent et en abusent, mesurent la somme des souffrances animales qui sont la rançon de leur bien-être et de leur beauté usurpée.

D'autre part, se pose une question éthique: l'homme a-t-il le droit de disposer ainsi à sa guise de l'animal? Possède-t-il vraiment le droit de vie et de mort sur l'animal et, de manière plus générale, sur le monde vivant? En s'arrogeant le droit de détruire le règne animal et le règne végétal, son environnement naturel enfin, dont il est partie intégrante, en faveur de ce qu'il estime être son intérêt, ne tend-il pas à se détruire lui-même? N'est-ce pas plutôt en respectant son environnement, considéré dans sa dimension la plus large, qu'il pourra assurer sa survie?

Pourtant des méthodes alternatives existent, il faut le souligner, qui permettent de limiter strictement la vivisection. Des chercheurs, même des médecins, les préconisent, qui se sont constitués en association et souhaitent qu'un jour la vivisection soit abolie.

Plutôt que d'être répétées des centaines ou des milliers de fois par des étudiants et par des chercheurs, des expériences nombreuses et de routine, gaspilleuses d'animaux, ne pourraient-elles être diffusées, retransmises par l'image et le film? Plutôt que de recommencer indéfiniment les mêmes recherches, les centres nationaux et internationaux ne pourraient-ils se transmettre les résultats de leurs observations?

L'initiative pose encore une troisième question, qui touche à l'application et au contrôle de la loi sur la protection des animaux. Le Conseil fédéral a rappelé que la législation suisse sur la protection des animaux est l'une des plus sévères du monde et qu'elle n'est entrée en vigueur que depuis trois ans. C'est vrai, et j'ajoute qu'elle pourrait être, dans la pratique, une réponse, une alternative à l'initiative. Mais qu'en est-il, Monsieur le Président de la Confédération, de son efficacité? Les cantons appliquent-ils tous cette loi correctement et avec la même conscience? Dans combien de cantons les ordonnances d'application ne sont-elles pas encore entrées en vigueur? Et le Conseil fédéral exerce-t-il véritablement le rôle de stimulation, de coordination, de contrôle et de surveillance que l'on est en droit d'attendre de lui?

Telles sont les questions posées par l'initiative et ce sont des questions essentielles. C'est pourquoi, même si je suis sensible à certains arguments des opposants concernant notamment la nécessité de certaines expérimentations animales et l'exportation probable des centres de recherche en cas d'acceptation de l'initiative, je voudrais remercier ceux qui l'ont lancée, nous faisant ainsi prendre conscience d'abus auxquels nous devons nous efforcer de mettre un terme. Craignant que ces abus ne reprennent de plus belle si l'initiative était rejetée – ce qui est probable –, je déplore avec Mme Bühner que le Conseil fédéral n'ait pas jugé bon

de proposer un contre-projet, et je soutiendrai la proposition de notre collègue.

**Bundespräsident Furgler:** Die Initiative wirft nicht nur viele Fragen auf, sondern sie führte auch zu vielen Diskussionen. Es ist selbstverständlich – damit antworte ich bereits Frau Bauer –, dass der Bundesrat seiner Verpflichtung, das Tierschutzgesetz konsequent durchzuführen, nachkommt und auch in Zukunft nachkommen will, mit tiefem Respekt vor der Kreatur.

Mir scheint, dass das, was im Laufe dieser Debatte über die ethischen Prinzipien gesagt worden ist, für uns alle einen verbindlichen Auftrag beinhaltet. Ich füge aber sofort bei, dass er generell gilt. Jeder von uns soll sich ethischen Normen gemäss verhalten. Ich habe darüber hier keine weiteren Ausführungen zu machen, werde aber im Zusammenhang mit meinen Antworten auf die gestellten Fragen noch einmal kurz dieses Thema streifen.

Mit der Annahme der Initiative würde in der Schweiz (da keine belastenden Tierversuche mehr durchgeführt werden könnten) oberflächlich betrachtet die Situation der Tiere verbessert. Weltweit würde aber die Zahl solcher Tierversuche, da sind Sie sicher mit mir einig, kaum abnehmen, weil anzunehmen ist, dass die als unerlässlich betrachteten Tierversuche von der Schweiz ins Ausland verlagert würden, wo zum Teil – bitte, bedenken Sie das – viel weniger strenge Tierschutzvorschriften gelten als bei uns in der Schweiz. Diese Interdependenz, auf die wir immer wieder stossen, wenn wir weltweites Handeln diskutieren – in der Chemie geht es nun einmal um weltweite Probleme der Gesundheitsforschung –, muss uns heute beschäftigen.

Ich darf Frau Meier bereits eine klare Antwort erteilen, die vermutlich auch für Frau Bühner und für Frau Bauer von Wichtigkeit ist: Es sind erst wenige Tage her, da fand in Paris (vom 4. bis zum 6. Juni 1985) unter Teilnahme unseres Landes eine wichtige Besprechung in der OECD statt, bei der wir mit anderen Partnern darauf drängten, dass in diesem Kreis der Industrieländer nach neuen Testrichtlinien gesucht wird, die grenzüberschreitende Wirkung hätten. Ich darf Ihnen sagen, dass bei diesen Bemühungen unser Land voll und ganz mitwirken wird. Das Ergebnis ist nicht unbedeutend. Man wird – so beschlossen es die zuständigen OECD-Organen vor einer Woche – nach sorgfältiger Vorbereitung für das Frühjahr 1986 eine Expertengruppe nach Paris einberufen, um Vorschläge für Alternativmethoden zu dem Test auszuarbeiten, der uns in den Debatten in den vorbereitenden Kommissionen Ihres Rates und des Nationalrates am meisten zu schaffen machte; ich meine den LD-50-Test.

Damit komme ich auf unsere Verpflichtung zurück, nach der ich gefragt worden bin: Seitens der Schweiz gilt es nun, gezielt darauf hinzuwirken, dass unter den für die Registrierung von chemischen Stoffen zuständigen Behörden der OECD-Mitgliedländer baldmöglichst eine Einigung betreffend der gegenseitigen Anerkennung von alternativen, «tiersparenden» Testmethoden zustande kommt. Das ist gute Politik: ich löse weltweite Probleme nicht nur, indem ich so tue, als ob ich es allein könnte in meinem Land. Natürlich muss ich, wenn immer möglich, vorbildhaft handeln. Aber ich muss alles daran setzen, dass das unter allen Industriestaaten Abgesprochene dann auch wirklich Gültigkeit bekommt.

Wie Sie wissen, sind in der OECD nicht nur wir europäischen Industrieländer zusammengefasst, sondern mit uns arbeiten dort Amerika, Kanada und Japan. Also haben wir eine echte Chance. Es lag mir daran, diese wichtige Frage gleich zu Beginn meiner Ausführungen zu beantworten.

Wenn man einen anderen Antrag stellen würde als Ihre Kommission und der Bundesrat, dann müsste man ehrlicherweise auch sagen, dass wir wichtige Nachteile in Kauf zu nehmen hätten. Die veterinärmedizinische Versorgung der Haustiere würde stark erschwert. Ebenfalls erschwert würden die von uns immer wieder geforderten Alternativmethode. Wie wollten Sie solche durchführen, wenn selbst das Anlegen von Zell- und Organkulturen als Alternativmethoden zum Tierversuch stark behindert, ja teilweise verunmög-



licht wäre, da die hierzu benötigten Organe und Zellen zum Teil – sehr sorgfältig – noch am lebenden, narkotisierten Tier herauspräpariert werden müssten? Dies wäre ja bereits ein verbotener Tierversuch.

Das vom Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung im Auftrag unserer Regierung eingeleitete Spezialprogramm «Alternativmethoden zum Tierversuch» müsste bei Annahme der Initiative – von wenigen Projekten abgesehen – abrupt abgebrochen werden. Ich glaube nicht, dass das die wirkliche Grundhaltung derjenigen war, die die Initiative mitunterzeichneten. Herr Miville hat dazu sehr Wesentliches gesagt: Man muss das doch so gewichten, dass echter Fortschritt zustande kommt. Die Einschränkung von Forschungsarbeiten über Tierschutzfragen, die Einschränkung der Forschung über Alternativmethoden zum Tierversuch wären also direkte Folgen. Das wollen wir nicht. Noch einmal verweise ich auf die OECD-Konferenz und das, was dort erfreulicherweise vor acht Tagen zustande kam. Aber auch ein erheblicher Teil der heutigen medizinischen und biologischen Forschung könnte nicht mehr weitergeführt werden. Viele Forscher müssten unser Land verlassen.

Mich hat beeindruckt, was Professor Jean Lindenmann vom Institut für Immunologie und Virologie der Universität Zürich im Zusammenhang mit der Verleihung des Nobelpreises für Physiologie und Medizin im Jahre 1984 wie folgt sagte: «Drei Punkte sollten noch erwogen werden. Wohl erlaubt die Technik der Hybridome, Antikörper *in vitro* herzustellen und damit teilweise vom Tierversuch wegzukommen, worüber sich niemand mehr freut als die Forscher selbst. Doch wäre die ganze Entwicklung ohne Tierversuche völlig undenkbar; wo grosse Mengen von Antikörpern gebraucht werden, gerade für die Anwendung am Menschen (Diagnose, Therapie), muss man die Hybridome in Mäusen zur Vermehrung bringen.»

Das ist der Fachgelehrte. Ich bin es nicht; aber ich habe keinen Anlass, diesem wichtigen Wort nicht zu trauen. Und hier sehen Sie den Zusammenhang mit dem, was Herr Dr. Wick im anderen Rat sagte und worauf sich bereits Herr Miville bezogen hat: Man muss als Arzt – oder als Mutter, als Vater – am Bett eines kranken Kindes stehen und sich überlegen, was geschehen würde oder nicht mehr geschehen könnte, wenn man diese Art von Forschung nicht weiterführen dürfte. Hier hat man die ganze Schöpfungsordnung mitzubedenken, bevor man voreilige, scheinbar fortschrittliche Entscheide trifft. Ich halte dafür, dass diese Aussagen ihren vollen Nennwert haben und dass man demzufolge zunächst festhalten kann: Heute geht es ohne Tierversuche nicht – vielleicht noch nicht; ich kenne die Zukunft nicht. Ich verweise auf das Votum von Herrn Schoch. Noch einmal unterstreiche ich die Internationalität der Forschung, die gerade für unser Land von zentraler Bedeutung ist.

Vergessen Sie bitte auch nicht – Herr Schoch hat ebenfalls darauf hingewiesen –, dass sodann die Ausbildung unserer Ärzte ganz enorm behindert würde: Chirurgie, Mikrochirurgie, Krankheitsdiagnostik. Das wollen wir nicht, weil es ja gemäss Ihrer eindeutigen Erkenntnis und immer wieder bestätigten Grundhaltung auch Aufgabe des Bundesrates und der Kantonsregierungen ist, eine einwandfreie medizinische Versorgung unserer Bevölkerung zu ermöglichen. Wir gerieten als Schweiz in verschiedenen Bereichen in eine Abhängigkeit vom Ausland, die ich als ausserordentlich fragwürdig, ja sogar als ausserordentlich schädlich qualifizieren würde.

So stellen Sie unschwer fest – und der Herr Berichterstatter hat darauf verwiesen –, dass die Folgen einer Annahme der Initiative für die Gesundheit späterer Generationen als sehr schwerwiegend, als nicht verantwortbar gewichtet werden müssten. Es ist beizufügen – weil ja letzten Endes die Menschen in unserem Land auch leben müssen –, dass mit der Annahme der Initiative viele Arbeitsplätze in Frage gestellt wären, vor allem in der chemisch-pharmazeutischen Industrie. Ich darf auf das Votum von Herrn Miville verweisen. Regional betroffen wären vor allem der Raum Basel und die Nordwestschweiz. Die Attraktivität der Schweiz als

Forschungsstätte ginge generell verloren. Der Zusammenhang mit der Innovationskraft, mit der Konkurrenzfähigkeit wurde hier zu Recht erwähnt. Es geht um die Weiterentwicklung all dessen, was Forschung, was Innovation heisst, was uns, unserer Generation, bis zum Ende dieses Jahrhunderts aufgetragen ist. Wir können nur die kurze Strecke, die wir selbst marschieren, so zurücklegen, dass die Nachfolger wieder einen möglichst guten Weg vorfinden; gehen müssen sie ihn dann selbst. Ich könnte niemals beipflichten, einen Entscheid zu fällen, der das Vertrauen in unsere eigene schöpferische Kraft auf diese Art und Weise in Frage stellen würde. Die generelle Lage der Schweiz, der schweizerischen Volkswirtschaft müsste nebst all dem, was ich zur Medizin gesagt habe, mitbedacht werden. Ausgerechnet ein Teil unserer Wirtschaft, der auf der ganzen Welt höchstes Ansehen geniesst, die pharmazeutische Industrie, müsste den Personalbestand in unserem Land ganz enorm abbauen! Ich glaube nicht, dass das so rasch wieder aufholbar wäre.

Ich bin dem Berichterstatter und Herrn Schoch dankbar, dass beide auf die Unklarheiten im Initiativtext hingewiesen haben. Ich verweise auf die beiden Begriffe «Vivisektion» und «grausam» und darf die Kommentierung durch Herrn Schoch in Erinnerung rufen. Wir haben eine Auslegung vorgelegt; wir haben uns ehrlich bemüht, den Initianten diesbezüglich gerecht zu werden, wie es sich gehört. Aber ich muss Ihnen sagen: So geht es offensichtlich nicht. Die Übergangsbestimmung mit der Strafnorm, wonach sinngemäss nach dem Körperverletzungstatbestand von Artikel 123 StGB zu strafen wäre, ist mehr als nur problematisch. Mehr als nur problematisch ist auch das Inkrafttreten der Verfassungsbestimmung ab dem Tag der Annahme. Deuten Sie das! Überlegen Sie sich, wozu das führen müsste!

Ich komme in wenigen Sätzen zurück auf die Fragen nach Recht und Ethik. Nach meinem Empfinden gehören sie zu den Grundüberlegungen, die wir in unserem Parlament, in unserer Regierung immer wieder anstellen müssen, bei allen Geschäften, die wir zu bewältigen haben, und vor allem in unserem täglichen Verhalten. Hier wage ich zu erklären, dass unser Tierschutzgesetz der vollen Gewichtung von Recht und Ethik zu entsprechen vermag, wenn wir es konsequent durchführen. Wie wir es durchführen, hängt von uns ab. Eine ethisch vertretbare Form der vom Menschen seit je vorgenommenen Nutzung von Tieren zur Selbsterhaltung, zur Förderung des Wohlergehens der Menschheit: auf dieser Grundlage beruht das Tierschutzgesetz. So wurde es konzipiert, so wurde es von unserem Volk angenommen.

Gestatten Sie mir ein Wort zur Frage eines direkten oder indirekten Gegenvorschlages. Ich spüre, dass dieser Gedanke Frau Bühler und einige andere Mitglieder Ihres Rates ernsthaft beschäftigt. Der Bundesrat lehnt eine Verfassungsbestimmung als Gegenvorschlag ab. Er ist gegen ein Verbot der Tierversuche im Sinne der Initiative; also erbringt sich eine Verfassungsbestimmung, die deren Sinn unzweideutig wiedergäbe. Aber auch eine Verfassungsbestimmung, welche Tierversuche anders als der bestehende Artikel 25bis Absatz 2 Buchstabe d der Verfassung ausdrücklichen Einschränkungen unterwirft, ist überflüssig, weil der geltende Verfassungsartikel alle notwendigen Einschränkungen auf Gesetzesstufe ermöglicht.

Wir müssen auch den Mut haben, unserem Souverän zu sagen, dass die Verfassungsbestimmung gut ist und uns ein ethisch einwandfreies Verhalten erlaubt. Sie erlaubt uns die von Ihnen und uns geforderte Rücksichtnahme auf die Tiere.

Der Bundesrat erachtet auch einen indirekten Gegenvorschlag in Form einer Änderung des Tierschutzgesetzes als unangebracht. Das Tierschutzgesetz leidet – wir haben das sorgfältig überprüft – an keinen offensichtlichen, schwerwiegenden Mängeln. Ich habe auch Ihren Voten nicht entnommen, dass Sie glauben, normativ sei etwas im Gesetz nicht haltbar. Ich darf auf Ihre eigenen Arbeiten in der damaligen Beratung verweisen. Das liegt ja erst sieben Jahre zurück: Das Gesetz wurde – Sie erinnern sich noch an

das Referendum – mit überwältigendem Mehr (81,6 Prozent des Volkes) angenommen. Der diesbezügliche Auftrag besteht; wir haben ihn zu erfüllen. Aber indem wir laufend Normen ändern, verbessern wir die Praxis noch nicht. Wir schaffen nur mehr Unklarheiten.

Ich darf hier noch ergänzende Auskünfte geben über den Artikel 14, der angesprochen worden ist (zum LD-50-Test habe ich mich bereits geäußert). Die Vorschriften der geltenden Tierschutzgesetzgebung sind ausreichend und im internationalen Vergleich streng. Gestützt darauf können heute schon unnötige, falsch konzipierte oder für die Tiere allzu belastende Versuche durch die kantonalen Bewilligungsbehörden verboten werden. Mein Bundesamt für Veterinärwesen hat in enger Zusammenarbeit mit den Kantonen in dieser Richtung bereits Wesentliches geleistet und wird es weiterhin leisten. Der Kontakt existiert: Nachdem der Raum Nordwestschweiz (mit Basel) den Grossteil dieser Versuche tätigt, ist die Zusammenarbeit zwischen diesem Bundesamt und der Regierung von Basel von zentraler Bedeutung. Ich wage zu behaupten, dass man hier laufend Fortschritte erzielt.

Das Gesetz hat – mit anderen Worten – genügend Substanz, um bei konsequentem Vollzug (dafür sind der Bundesrat und die Kantonsregierungen verantwortlich) seine volle Wirkung zu entfalten. Konsequenter Vollzug: ich erachte das als selbstverständliche Verpflichtung einer Regierung, denn das Gesetz wurde von Ihnen so verabschiedet und vom Volk so gutgeheissen. Dieser konsequente, ja restriktive Vollzug – hier wende ich mich noch einmal an Frau Bühler – erfolgt durch die immer eingehendere, stets verbesserte Prüfung der einzelnen Tierversuche auf ihre Unerlässlichkeit und methodische Tauglichkeit hin sowie durch die verstärkte Überwachung der Versuche und der Versuchstierhaltungen. Nachdem die Bewilligungsbehörden vorerst eine Übersicht über die durchgeführten Versuche gewonnen haben, sind sie mit wachsender Erfahrung nunmehr auch besser in der Lage, einen strengen Bewilligungsmaassstab bei der Behandlung der Gesuche für Tierversuche durchzusetzen. Ich darf Ihnen sagen, dass wir mit Blick auf Artikel 14 (der seinerzeit in den Kommissionsberatungen auch Herrn Aubert beschäftigt hat) noch einmal intensiv über die Bücher gegangen sind. Artikel 14 Absatz 2 des Tierschutzgesetzes, mit der Nennung verschiedener Versuchszwecke, darf nicht isoliert betrachtet werden, sondern nur in Verbindung mit den anderen, ganz klar einschränkenden Vorschriften von Gesetz und Verordnung. Er bedeutet also keineswegs einen Freipass für jegliche Tierversuche.

In Artikel 14 Absatz 1 heisst es beispielsweise, bewilligungspflichtige Tierversuche seien auf das unerlässliche Mass zu beschränken. Wir haben im Nationalrat lange darüber diskutiert; Frau Eppenberger-Nesslau hat eine diesbezügliche Frage gestellt, andere haben es mit in die Diskussion eingebracht. Wir geben klar zur Antwort, dass die Frage des «unerlässlichen Masses», ein zentraler Begriff des Tierschutzgesetzes, stets neu und kritisch in jedem Einzelfall geprüft werden muss, d. h. beim einzelnen Versuch, beim einzelnen Bewilligungsgesuch. Sie wissen aus Ihrer eigenen Lebenserfahrung: Masshalten ist wohl eine der schwierigsten Aufgaben, die uns gestellt sind, hier und anderswo. Eine bessere, aber doch für alle Fälle geltende Formulierung im Gesetzestext konnten wir ganz einfach nicht finden. Ich habe noch einmal in allen Protokollen beider Kommissionen gesucht: eine bessere Formulierung wurde auch dort nicht vorgeschlagen. So verstanden haben auch die Richtlinien des Bundesamtes für Veterinärwesen für die Beurteilung von Bewilligungsgesuchen ihren eindeutig hohen Stellenwert. Diese Richtlinien werden uns – zusammen mit dem, was in der OECD zustande gebracht werden muss – gestatten, dieses Tierschutzgesetz noch besser als bisher zu verwirklichen.

Zusammenfassend: Ich werte die bisherigen Auswirkungen des Tierschutzgesetzes als bedeutsam, als positiv. Das Bewilligungsverfahren wird eindeutig von Jahr zu Jahr strenger gehandhabt; es wird als Leitlinie weiterhin gebraucht werden können. Wir stellen seit Erlass des Tier-

schutzgesetzes eine Verbesserung in der Haltung von Versuchstieren wie auch eine Anpassung der Registrierungsvorschriften für Medikamente und andere Stoffe fest. Ich darf noch einmal auf Paris verweisen (OECD), und zwar mit Blick auf diesen so umstrittenen LD-50-Test. Wir stellen ferner eine Abnahme der Anzahl von Versuchstieren fest (einzelne von Ihnen haben das mit Zahlen belegt) sowie eine Verbesserung der Ausbildung von Tierpflegern in den Versuchstierhaltungen, eine Wandlung in der Einstellung vieler Forscher zum Tierversuch, den Einsatz von betriebseigenen Tierschutzbeauftragten in der Industrie und in den Hochschulen.

Gestatten Sie mir eine Klammerbemerkung: Als ich mit der nationalrätlichen Kommission in einem grossen Chemieunternehmen einen Tag lang von Abteilung zu Abteilung ging, waren wir alle beeindruckt von der Art und Weise, wie Tierpfleger, Ärzte und überhaupt das gesamte Personal sich mit den Tieren gleichsam «ins Benehmen setzten»; wegen der spontanen Reaktionsweise von Tieren lässt sich da nicht etwas vorgaukeln, das auf einen Testtag hin vorbereitet worden wäre. Man spürte, dass die Tiere zu den sie betreuenden Menschen Zutrauen haben. Das scheint mir mit Blick auf unsere Industrie doch auch eine wichtige Aussage zu sein. Und ich wiederhole: Seit wir dieses Tierschutzgesetz haben, wird die Forschung nach Alternativmethoden zum Tierversuch intensiviert; wir werden auf diesem Wege sicher zu Erfolgen kommen.

Die Bereitschaft der Kantone, die Tierschutzgesetzgebung wirkungsvoll anzuwenden, ist gegeben, und mein Bundesamt wird in dieser Richtung weiterarbeiten. Ich durfte im Nationalrat verschiedene Vorstösse behandeln und entgegennehmen, in denen wir deutlich angewiesen wurden, weitere Verbesserungen der Ausführungsvorschriften zu prüfen. Wir werden das tun.

Wenn ich nun gefragt wurde, bis wann das abgeschlossen sein könnte, dann möchte ich lieber keine Daten nennen. Aber ich kann Ihnen, Frau Bühler, versichern, dass wir hier zielstrebig weiterarbeiten; ich empfinde das als einen Dauerauftrag. Ich glaube, Ihnen damit eine klare Antwort zu geben. Ich bin auch überzeugt, dass wir in dieser Weise dem Parlament – ich nenne die Vorstösse jetzt nicht nochmals einzeln; sie haben den Vorstoss Eppenberger-Nesslau erwähnt – regelmässig Bericht erstatten können, sei es beim Geschäftsbericht, sei es in anderer Weise.

Wenn ich nun zur Schlussfolgerung komme und sage, dass wir die Initiative ablehnen, verspüren Sie, dass wir im Bundesrat mit Ihnen dem Tier einen sehr hohen Wert in unserer schweizerischen Wirklichkeit geben wollen. Dass wir den Menschen noch höher gewichten – wie Herr Schoch sich ausdrückte –, entspricht, glaube ich, unserer Wertordnung. Es entspricht auch dem Auftrag, den wir letzten Endes als Menschen in dieser Schöpfung haben: unser Bestes zu geben, mit tiefem Respekt vor den anderen Kreaturen. Wir möchten auf diese Weise gleichzeitig den Menschen, die die Initiative unterstützt haben, zeigen, dass die von ihnen gewählte Radikallösung nicht zum Erfolg führt, dass wir die geltende Tierschutzgesetzgebung streng anwenden wollen und dass wir auf diese Art und Weise eine Zusammenarbeit sicherstellen können zwischen allen Beteiligten (Behörden in Bund und Kantonen, Forschern, Industrie, Tierschützern), um einen sinnvollen, ethisch und wissenschaftlich vertretbaren Tierschutz zu realisieren. Mit der Annahme der Initiative würde dagegen ein Verfassungszwang für eine Fahrt ins Ungewisse und für eine ungesicherte Zukunft für die Gesundheitsversorgung von Mensch und Tier sowie für die Forschung in Biologie und Medizin geschaffen. Diese Verantwortung will der Bundesrat nicht übernehmen.

#### *Begrüssung – Bienvenue*

**Präsident:** Auf der Tribüne unseres Rates hat Herr Dr. Karl Ahrens Platz genommen. Ich möchte ihn recht herzlich



begrüssen und hoffe sehr, dass er als Präsident der Parlamentarischen Versammlung des Europarates einen angenehmen Aufenthalt in unserem Land haben wird und dass ihm die zweitägigen Kontakte mit unserem Parlament Einsicht in unsere Tätigkeit bieten werden. – Herzlich willkommen! (*Beifall*)

**Frau Bühler:** Ich danke für die Antworten und möchte ganz kurz noch einmal auf das Postulat Eppenberger zurückkommen.

Wir sind von den Ausführungen des Herrn Bundespräsidenten überzeugt worden, dass die Anwendung des Tierschutzgesetzes mit aller Striktheit und Härte durchgeführt werden wird. Aber das Postulat Eppenberger zielt ja auf eine Änderung des Tierschutzgesetzes ab. Ich möchte nun doch die Frage wiederholen: Dieses Postulat wurde entgegengenommen. Bis wann gedenken Sie somit das Tierschutzgesetz in einem wesentlichen Punkt zu revidieren, wie dies das Postulat Eppenberger fordert?

**Bundespräsident Furgler:** Ich glaube, neben dem Postulat Eppenberger kennen Sie auch die Interpellation Eppenberger vom 17. März 1983 über Tierversuche und Bewilligungspflicht. Wir haben deutlich erklärt, dass wir alle diesbezüglichen Abklärungen vornehmen. Aber die Entgegennahme eines Postulates beinhaltet nicht den verbindlichen Auftrag an den Bundesrat, dann auch eine Gesetzesrevision vorzulegen; der klassische Unterschied zur Motion ist Ihnen und mir ja bekannt. So empfinde ich zwar die Forderung nach verstärktem Beizug der kantonalen Kommissionen für Tierversuche damals wie heute als sehr prüfenswert und an sich realisierungswürdig; Ihnen aber jetzt schon verbindlich für einen bestimmten Zeitpunkt eine Gesetzesrevision in Aussicht zu stellen, war nicht der Sinn der Entgegennahme des Postulates. Ich wiederhole jedoch, dass wir uns mit dieser Materie wirklich einlässlich und sorgfältig befassen, wie auch mit den anderen Vorstößen.

*Eintreten ist obligatorisch*

*L'entrée en matière est acquise de plein droit*

*Detailberatung – Discussion par articles*

**Titel und Ingress, Art. 1, 2**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Titre et préambule, art. 1, 2**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussentwurfes 37 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

**Motion der Kommissionsminderheit (Bühler)**

**Volksinitiative betreffend Abschaffung der Vivisektion. Gegenvorschlag**

Der Bundesrat wird beauftragt, zur Volksinitiative betreffend Abschaffung der Vivisektion einen indirekten Gegenvorschlag auszuarbeiten.

**Motion de la minorité de la commission (Bühler)**

**Initiative populaire «pour la suppression de la vivisection». Contre-projet**

Le Conseil fédéral est chargé d'élaborer un contre-projet indirect à l'initiative populaire «pour la suppression de la vivisection».

**Präsident:** Nun haben wir noch über die Motion zu befinden.

*Abstimmung – Vote*

Für Überweisung der Motion  
Dagegen

5 Stimmen  
33 Stimmen

*An den Bundesrat – Au Conseil fédéral*

84.067

**Zuckerwirtschaft.  
Änderung des Bundesbeschlusses  
Economie sucrière.  
Modification de l'arrêté fédéral**

Siehe Seite 224 hiervor – Voir page 224 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 5. Juni 1985

Décision du Conseil national du 5 juin 1985

*Differenzen – Divergences*

**Affolter, Berichterstatter:** Ich werde Sie mit diesem Geschäft nicht lange aufhalten. Ich kann Ihnen nämlich mitteilen, dass Ihre Kommission gestern beschlossen hat, in allen Punkten den Beschlüssen des Nationalrates zuzustimmen. Dies ist nicht so schwergefallen, weil erstens einmal der grössere Teil nur redaktionelle Anpassungen betrifft, und zweitens, weil dort, wo materielle Änderungen in Frage stehen, keine grundlegenden Meinungsdivergenzen zwischen der nationalrätlichen Auffassung und derjenigen unserer Kommission auszumachen waren, jedenfalls keine solchen, die das Bestehenlassen von Differenzen gerechtfertigt hätten.

Ich möchte dem Herrn Präsidenten vorschlagen, dass wir nun die einzelnen Bestimmungen rasch durchgehen.

**Art. 1, 2 Abs. 1**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Art. 1, 2 al. 1**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

**Art. 3 Abs. 1**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Art. 3 al. 1**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

**Affolter, Berichterstatter:** Wir haben dieser Änderung zugestimmt, weil sie der Stossrichtung der ganzen Vorlage entspricht und entsprechende Meinungen im Plenum des Ständerates seinerzeit geäußert worden sind. Ich schlage Ihnen also Zustimmung zur Formulierung des Nationalrates vor.

*Angenommen – Adopté*

## **Abschaffung der Vivisektion. Volksinitiative**

### **Suppression de la vivisection. Initiative populaire**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1985
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	08
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	84.055
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	13.06.1985 - 08:00
Date	
Data	
Seite	374-382
Page	
Pagina	
Ref. No	20 013 633

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.  
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.  
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.